

# Des leaders insistent sur une économie hors hydrocarbures

● Béjaïa : Les candidats dégagent leurs armes

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4325 - Mercredi 15 novembre 2017 - Prix : 10 DA

Sciences médicales

## Le Collectif des résidents «disposé» à discuter avec la tutelle

### Réforme de l'ONU

## L'Algérie appelle au nom des non-alignés à renforcer le rôle de l'Assemblée générale

### Une démission pour se renforcer politiquement

Par Mohamed Habili

**L**e ton modéré de Saad Hariri au cours de sa dernière intervention télévisée a donné bon espoir à tout le monde au Liban, à ses amis comme à ses adversaires politiques, pour une fois sur la même longueur d'onde, non seulement d'un prompt retour à Beyrouth mais également qu'il reprenne ses fonctions de chef du gouvernement comme si de rien n'était. Aucun de ses points n'est encore acquis cependant. Ce qui en revanche semble l'être dès à présent, c'est le fait qu'il n'est plus démissionnaire. Il ne l'a pas dit explicitement, certes, mais il l'a suffisamment laissé entendre en disant qu'il procéderait à une démission dans les règles à son retour, censé intervenir dans les prochaines heures. Ce dont s'est aussitôt félicité le président Michel Aoun, dont on se souvient qu'il avait refusé de prendre en compte sa démission. Une certitude donc, ce qui n'est pas rien par les temps qui courent, c'est que Saad Hariri n'a pas démissionné, à tout le moins pas encore. Il peut le faire dès son retour, mais en ce moment même, c'est lui le président du Conseil en exercice, même s'il s'est mis en position de ne pas pouvoir assumer les responsabilités attachées à cette fonction. Ce qui d'ailleurs semble convenir à tout le monde, y compris au Hezbollah, pour ne pas dire surtout au Hezbollah. Ce dernier épisode a montré que Hariri jouit d'une certaine popularité, dans sa communauté et hors de celle-ci.

Suite en page 3

### Algérie-France

# Emmanuel Macron à Alger le 6 décembre



**Le président français, Emmanuel Macron, effectuera le 6 décembre prochain une visite en Algérie, a fait savoir hier l'APS (Algérie Presse Service), citant «une source autorisée du ministère des Affaires étrangères». Une information qui tombe au lendemain de la clôture des travaux de la 4<sup>e</sup> session du Comefa et du 3<sup>e</sup> Dialogue stratégique algéro-français, tenus à Alger.**

Lire page 2

### Algérie/Espagne

## Le Secrétaire d'Etat espagnol aux AE en visite de travail en Algérie

La pièce retrace les souffrances des familles algériennes lors de la guerre de Libération

## «Massiret Kifah» présentée au public

Algérie-France

# Emmanuel Macron à Alger le 6 décembre

■ Le président français, Emmanuel Macron, effectuera le 6 décembre prochain une visite en Algérie, a fait savoir hier l'APS (Algérie Press service), citant «une source autorisée du ministère des Affaires étrangères». Une information qui tombe au lendemain de la clôture des travaux de la 4<sup>e</sup> session du Comefa et du 3<sup>e</sup> Dialogue stratégique algéro-français, tenus à Alger.

Par Lynda Naili

A ce propos, la même source indiquera que ce déplacement présidentiel fait «suite aux consultations entre les institutions algériennes et françaises compétentes» et à l'issue desquelles «Emmanuel Macron a fixé la date du 6 décembre prochain». Ainsi, quatre mois après l'annonce faite par la présidence à l'issue d'un entretien téléphonique entre le Président Bouteflika et son homologue français, Macron, confirmant la visite du chef de l'Etat français «en Algérie dans les prochaines semaines», voilà enfin que cette visite dont l'attente aura suscité beaucoup d'interrogations, se dessine officiellement. Ceci, sachant dimanche dernier Jean-Yves Le Drain, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, lors de son allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 4<sup>e</sup> session du Comité mixte économique franco-algérien (Comefa), tenue au Centre international des Conférences (CIC), avait évoqué «la visite en Algérie du président français dans peu de temps».

Dans l'Hexagone, cette nouvelle a fait, hier en fin de matinée, le tour des rédactions de presse. Toutes faisant état du déplacement d'Emmanuel Macron en Algérie le 6 décembre. Une annonce, souligneront les titres français, «faite par le chef de l'Etat lui-même mardi (hier) en marge d'une visite à Tourcoing, dans le Nord, consacrée à la politique de la ville», poursuivant que «le chef de l'Etat a annoncé cette visite en réponse à un habitant de Tourcoing, qui l'interpella lors d'un bain de foule».

En effet, le déplacement algérois du Président Macron est attendu depuis son élection à la tête de la République française en mai dernier, dans le cadre des visites d'Etat qu'il devait effectuer dans le Maghreb. Une élection qui lui aura valu un message de félicitations du Président Bouteflika où il avait souligné une «élection bien méritée» à travers laquelle le peuple français avait «distingué un ami de l'Algérie». Abdelaziz Bouteflika avait également évoqué dans son message «l'ouverture de nouveaux horizons porteurs de la promesse d'une mémoire résolument assumée dans sa vérité et son intégrité et d'une amitié véritablement arrivée à maturité ainsi que d'intérêts avantageusement équilibrés».

Faut-il rappeler, en effet, qu'Emmanuel Macron s'est distingué, tout au long de sa campagne électorale pour les présidentielles, du conflit mémoriel entre les deux pays. Une position qu'il aura fortement manifestée, notamment lors de sa visite

à Alger en février dernier, alors candidat à la présidentielle. Une visite symbolique et stratégique au cours de laquelle, outre de manifester sa «volonté de porter une vision d'avenir au partenariat entre l'Algérie et la France», il avait affirmé qu'il «appartient à une génération qui n'a pas connu la guerre d'Algérie mais (...) qui ne peut pas vivre sans» car «cela fait partie de notre vie». En outre, sur son choix porté sur Alger, il avait répondu qu'«il est évident que compte tenu le rôle que joue l'Algérie dans notre histoire, dans notre pays, dans notre avenir et dans celui du Maghreb, il est indispensable durant une campagne présidentielle de venir faire une telle visite. Pour mesurer à chaque instant le poids du passé et avoir un discours volontariste sur l'importance de l'avenir». Bien mieux. Le futur 8<sup>e</sup> président de la V<sup>e</sup> République française, faisant part de «son attachement et sa volonté de construire un rapport d'amitié et de confiance avec l'Algérie, partenaire stratégique pour la France», avait qualifié alors la colonisation française de «crime contre l'humanité», et estimé que la France devait présenter ses «excuses à l'égard de



celles et ceux vers lesquels (elle a) commis ces gestes» de «barbarie». «C'est un crime. C'est un crime contre l'humanité. C'est une vraie barbarie, et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux vers lesquels nous

avons commis ces gestes», avait-il déclaré. Un courage et une franchise historiques qui auront suscité la polémique en France en pleine campagne présidentielle, mais surtout lui auront attiré les foudres de ses compatriotes, particulièrement de celles de la droite française.

Fallait-il s'y attendre. En somme, bien que l'ordre du jour de ce déplacement présidentiel français ne soit pas encore communiqué, il reste qu'outre de trouver les mécanismes devant donner encore plus de densité au partenariat entre la France et l'Algérie, les deux chefs d'Etat auront durant cette visite, qui faut-il le souligner aura lieu à la veille de la réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) prévue à Paris le 7 décembre prochain, abordé les dossiers sécuritaires régionaux, notamment ceux liés à la situation qui prévaut en Libye et au Mali. Sur cette question, il s'agira pour les deux parties de discuter sur les voies et moyens à même d'accélérer la mise en œuvre de l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au nord du Mali. En outre, l'évolution de la situation en Syrie, au Yémen, au Liban, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la migration seraient également inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre, en plus des questions bilatérales sur des sujets de mémoire, de circulation et de mobilité et bien d'autres volets de coopération.

L. N.

Réforme de l'ONU

## L'Algérie appelle au nom des non-alignés à renforcer le rôle de l'Assemblée générale

L'Algérie a appelé, à New York, à renforcer le rôle de l'Assemblée générale en tant qu'organe principal de décision politique de l'ONU en vue de conforter la transparence et l'efficacité du système des Nations unies. En prélude au lancement, dans les prochaines semaines, des travaux du Groupe de travail spécial chargé de la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale, le représentant permanent de l'Algérie, l'ambassadeur Sabri Boukadoum, a prononcé une déclaration au nom des 120 Etats membres et 17 Etats observateurs du Mouvement des non-alignés (MNA), dans laquelle il est revenu sur les principaux chapitres du processus de réformes de cet organe onusien.

L'Algérie, rappelle-t-on, assure la coordination au sein du MNA sur ce thème important, inscrit dans le cadre du processus de réformes des Nations unies, initié depuis déjà quelques années.

Après avoir rappelé l'attachement du Mouvement des non-alignés à la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale, en particulier celles adoptées depuis la 69<sup>e</sup> session, qui constituent la pierre angulaire du processus de revitalisation, l'ambassadeur Boukadoum a

mis l'accent sur les principaux chapitres de cette réforme, concernant notamment la sélection du secrétaire général et le rôle et l'autorité de cet organe onusien. Pour la sélection et la nomination du Secrétaire général de l'ONU, l'ambassadeur Boukadoum a réitéré la nécessité de mener ce processus dans un cadre «transparent, démocratique et inclusif», saluant au passage la tenue pour la première fois de dialogues informels lors du processus qui a abouti à la sélection puis l'élection du secrétaire général, Antonio Guterres.

M. Boukadoum a lancé un appel pour le maintien de cette procédure en affirmant que le MNA a favorablement accueilli le respect de la parité du genre, lors de la sélection des candidats. Le représentant permanent a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de voir le Conseil de sécurité soumettre, aux termes de sa recommandation à l'Assemblée générale, une pluralité de candidats et ne plus se limiter à une candidature unique, soulignant le besoin de mener le processus de nomination du secrétaire général dans le strict respect du mandat de l'Assemblée générale. Quant au renforcement de la mémoire ins-

titutionnelle du Bureau du président de l'Assemblée générale, l'ambassadeur Boukadoum a salué l'adoption, pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, d'un serment et d'un code d'éthique pour le président de l'Assemblée générale. Il a, en outre, estimé que la présence à New York du président de l'Assemblée générale et sa participation sont devenues nécessaires tout au long de l'année, en raison de ses activités multiples et croissantes. Dans ce contexte, l'ambassadeur Boukadoum a réitéré la position du MNA sur la nécessité de pourvoir le Bureau du président de l'AG en postes additionnels, sur une base permanente, en mettant en exergue l'importance d'assurer une transition fluide entre les présidents sortant et entrant. Pour ce qui est du rôle et de l'autorité de l'Assemblée générale, l'ambassadeur Boukadoum a affirmé que «l'amélioration des méthodes de travail constituait un premier pas vers des améliorations substantielles visant à relever le rôle et l'autorité de l'AG». Par ailleurs, il a appelé au strict respect par les Etats membres des prérogatives des organes principaux des Nations unies, en particulier celles de l'organe délibérant qu'est

l'Assemblée générale. Il a aussi souligné l'attachement des Etats membres à l'établissement d'un dialogue permanent entre les missions permanentes et le secrétariat des Nations unies. L'ambassadeur Boukadoum a demandé, au nom du MNA, que davantage de temps soit dévolu aux négociations du projet de résolution et que les autres groupes et Etats membres fassent preuve de plus de flexibilité pour que les résolutions en la matière continuent à être adoptées par consensus. Le représentant de l'Algérie n'a pas manqué de souligner le besoin de sensibiliser l'opinion publique au rôle et activités de l'Assemblée générale en garantissant une meilleure couverture des travaux par les médias. Enfin, le MNA, a indiqué le représentant permanent de l'Algérie, recommande que les réunions organisées simultanément dans le cadre du débat général de haut niveau de l'Assemblée générale soient limitées au strict minimum, en lançant un appel en faveur d'une meilleure coordination du processus de revitalisation concernant les travaux de l'Assemblée générale et ceux du Comité des conférences ainsi que les grandes Commissions.

Meriem Benchaouia/APS



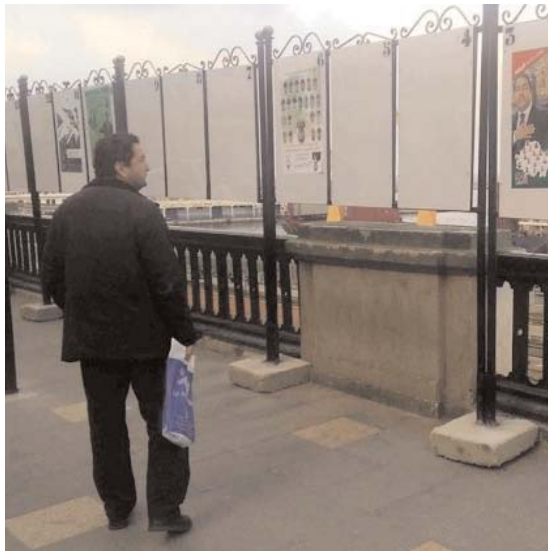
A neuf jours de la fin de la campagne électorale

# Des leaders insistent sur une économie hors hydrocarbures

■ Au 16<sup>e</sup> jour de la campagne électorale pour les locales du 23 novembre, des chefs de partis politiques ont mis l'accent sur la nécessité d'édifier une économie nationale diversifiée, libérée de la dépendance aux hydrocarbures.

Par Thinhinene Khouchi

Appelant les électeurs à participer en force lors du prochain scrutin pour le renforcement des institutions de l'Etat, le président de TAJ a insisté, lors d'un meeting tenu à Saïda, sur la nécessité d'édifier une économie nationale hors hydrocarbures à travers la promotion des secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, des services et des énergies renouvelables, estimant que cette démarche était la seule solution à la crise financière que vit le pays. Par ailleurs, M. Ghoul a mis en exergue l'importance accordée par sa formation politique aux jeunes, affirmant que l'encadrement des diplômés des universités et des centres et instituts de formation, leur accompagnement et l'écoute de leurs préoccupations est synonyme de lutte contre les fléaux sociaux, entre autres, la délinquance, la toxicomanie et l'immigration clandestine. «Nous voulons exploiter les bras des jeunes pour protéger le pays et le prémunir contre ceux qui veulent nuire et porter atteinte à son indépendance», affirme-t-il. Dans le même contexte, le président du Mouvement El-Infatih, Omar Bouacha, a plaidé pour la valorisation et la réhabilitation de la production nationale. Il a estimé qu'il nous appartient de valoriser et de réhabiliter la production nationale, de sorte à protéger et promouvoir les capacités des entreprises productrices nationales. «Il est actuellement procédé à l'importation de certains



produits, alors qu'ils sont disponibles sur le marché national, un état de fait qui gêne les bases de la production nationale», a-t-il expliqué. Il a, à ce titre, appelé à la réhabilitation des anciennes usines nationales pour créer de la richesse et générer des emplois, avant de défendre l'instauration de la justice sociale, la création de l'équilibre entre les catégories sociales pour garantir une meilleure vie au citoyen algérien. La nécessité d'édifier une économie hors secteur des hydrocarbures a été également soulignée par le président du MPA, Amara Benyounés, lors d'un meeting où il a appelé à l'optimisation du secteur de

l'agriculture, à travers notamment l'augmentation des moyens de stockage et des unités de transformation. Evoquant la conjoncture économique actuelle, il a rappelé que les revenus du pays ont été affectés par l'effondrement des cours du pétrole, ajoutant que le recours au financement non traditionnel était un choix judicieux pris par le gouvernement pour amortir les effets de la crise. Certains décrient cette décision, mais peuvent-ils présenter une autre alternative ? s'est-il interrogé, soutenant que le recours au financement non traditionnel n'a au moins le mérite d'avoir évité au pays le recours à l'endette-

ment extérieur. Par ailleurs, pour booster le développement local et assurer une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens, Benyounés a réitéré son appel en faveur de l'élargissement des prérogatives des élus locaux. De son côté, le SG de l'ANR, Belkacem Sahli, a appelé à une participation massive aux prochaines élections pour ne pas laisser autrui décider à notre place, estimant que le prochain scrutin exige une forte participation des citoyens qu'il a invités à choisir les candidats compétents pour les représenter dans les futures Assemblées locales afin d'en faire des institutions puissantes. Il a, en outre, indiqué que l'élu local devra bénéficier de larges prérogatives après l'amendement prochain des codes de la commune et de wilaya qui lui permettront de jouer un grand rôle dans la dynamisation du développement local. Animant un meeting électoral à Mascara, le FLN a quant à lui appelé les militants de son parti à redoubler d'efforts et intensifier le travail de proximité pour mettre en exergue les grandes réalisations concrétisées au profit du citoyen grâce au programme de développement du président de la République. Par ailleurs, le SG du FLN s'est félicité de la poursuite de la prise en charge des préoccupations du citoyen par l'Etat et du financement des projets de développement, en dépit de la crise économique mondiale et ce, grâce à la politique adoptée par Abdelaziz Bouteflika. T. K.

Deux semaines après le début de la campagne électorale à Béjaïa

## Les candidats dégagent leurs armes

Deux semaines après le début de la campagne électorale, les candidats continuent de vendre leurs programmes aux citoyens et potentiels électeurs. Entre les promesses et ce qui est réalisable, les citoyens, eux, sauront sûrement faire leur choix le jour «J» et déceler le vrai du faux, car il faut avoir une baguette magique pour pouvoir régler tous les problèmes des citoyens en un seul mandat. Les élus candidats qui remplissent tentent pour leur part de défendre leurs bilans, égrègent le nombre de projets réalisés et parlent des difficultés rencontrées pour le lancement de certains projets, plaidant pour plus de souplesse et de prérogatives afin de pouvoir facilement prendre en charge les revendications citoyennes. Hier, Amri Achour, candidat tête de liste du MEN à Akbou, a déroulé son programme électoral à la salle de cinéma de la ville et relevé la crise qui a traversé l'APC d'Akbou pendant près de 15 ans

d'où, dit-il, la raison de son entrée en lice pour tenter de changer les choses et relancer le développement dans cette importante commune. A Tizi N'berber comme partout ailleurs, les citoyens classent les listes au gré des convictions ou des affinités. Ici, les pronostics de la vox populi donnent la liste du RCD disqualifiée ou loin derrière ses deux rivales : le FFS et le RND. Il est vrai que les têtes de ces deux listes ont fait leurs preuves, puisque ayant déjà assumé les fonctions de maire de la commune. Quant à la quatrième liste, composée de dissidents de différents autres partis et qui se sont rassemblés sous la bannière du FLN, il semblerait que la population l'ait d'ores et déjà disqualifiée. Les mêmes pronostics emplissent la rue dans la commune voisine d'Aokas, chef-lieu de daïra. Sept listes sont en course, dont quatre partisanes, une parrainée et deux autres indépendantes. La vox populi

avance des noms et exprime quelques préférences. Mais, ils ont oublié que ce seront les urnes qui parleront le jour «J», dit un citoyen. Selon certains citoyens, le FFS part favori et serait tonné par la liste indépendante parrainée par l'alliance TAJ-RPR. Le RCD, au pouvoir depuis deux mandats, occupera la troisième position au même rang que le FLN, le RND et les deux autres listes indépendantes. A Oued Ghir, après un début de campagne électorale timide pour les élections locales du 23 novembre prochain, les choses ont changé. La bataille pour la conquête des voix devient plus ardente et acharnée. Les candidats ne se contentent pas de présenter leurs programmes électoraux pour convaincre les électeurs, mais essaient de mettre en exergue les faiblesses et les lacunes que porteraient les programmes des concurrents. Les citoyens sont plus présents qu'avant dans les

rencontres animées ça et là par les candidats. Ces derniers suscitent un engouement extraordinaire chez la population, malgré ces temps de froid et de pluie. Les citoyens aspirent à un changement réel dans leurs conditions de vie, d'où cette forte présence lors des meetings. Les habitants se pressent pour assister aux rassemblements afin d'avoir une idée claire sur les propositions et les contenus des programmes des candidats en lice et faire le bon choix le jour «J». Ils n'hésitent pas à débattre avec les candidats et à leur poser des questions. Les candidats des sept listes en lice dans la commune d'Oued Ghir, à savoir le MPA, FLN, RND, RCD, FFS, TAJ et le MEN ont encore une semaine pour convaincre plus de 6 000 électeurs inscrits au fichier électoral pour voter en leur faveur. Les candidats ne lésinent pas sur les moyens pour séduire les électeurs. À noter que la tête de liste du MPA, maire

LA QUESTION DU JOUR

## Une démission pour se renforcer politiquement

Suite de la page une

Une popularité telle que s'il décidait de faire comme s'il n'avait pas démissionné, il est probable que personne ne songerait à lui rappeler qu'il l'avait fait néanmoins et que par conséquent il n'était plus le chef du gouvernement. Chez les sunnites comme chez les non sunnites on donne l'impression de convenir qu'il remplit bien son rôle et qu'il faut s'efforcer de ce fait de le garder. On peut donc dire sans grand risque d'erreur que Hariri a renforcé sa position au lieu de l'affaiblir par sa démission qui n'en est pas une. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes de cette situation sans précédent. Maintenant, il se peut que c'est parce qu'il le savait, qu'il se savait être en position de force autrement dit, qu'il a engagé l'épreuve de force. Sa démission faite depuis Riyad, ce qui par cela même fait qu'elle n'en est pas une, serait dans cette hypothèse destinée à le renforcer sur l'échiquier politique libanais. Condition préalable pour pouvoir en effet réaliser son principal objectif, qui est de faire que les acteurs libanais observent effectivement la neutralité par rapport aux conflits régionaux, le principe même sur lequel repose le gouvernement qu'il préside. En clair, il s'agit pour lui d'obliger le Hezbollah à se retirer non pas tant de Syrie, où la guerre de toute façon se termine, que du Yémen, où les Saoudiens disent qu'il est présent. Bien entendu, l'idéal pour Hariri serait que le Hezbollah ne se mêle d'aucun des conflits régionaux, qu'il ne s'engage militairement dans aucun, que ses forces restent pour toujours cantonnées au Liban. La dépendance de son courant vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, le pendant de celle du Hezbollah vis-à-vis de l'Iran, lui fait obligation de refuser tout engagement de celui-ci dans le camp iranien. Si son courant était lui aussi militarisé, la guerre civile aurait sans doute été inévitable. Mais comme il ne l'est pas, il ne peut rééquilibrer plus ou moins à son avantage le rapport de force qu'en prenant des initiatives politiques spectaculaires comme celle de sa vraie-fausse démission. Le besoin qu'a le Hezbollah de lui au Liban pour pouvoir ensuite se consacrer en entier à des guerres régionales est l'arme dont il est en train de se servir pour empêcher que le Hezbollah se redéploye au Yémen maintenant que la guerre en Syrie tire à sa fin.

M. H.

sortant, est en lice pour tenter de brigrer un deuxième mandat et décrocher le maximum des 15 sièges que compte l'APC.

Hocine Cherfa

Algérie/Espagne

# Le Secrétaire d'Etat espagnol aux AE en visite de travail en Algérie

■ Le Secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires étrangères, Ildefonso Castro Lopez, a entamé, hier, une visite de travail de deux jours en Algérie, s'inscrivant dans le cadre des consultations politiques régulières algéro-espagnoles, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Par Hassina Gh.

«L'approfondissement du dialogue politique et de la coopération entre les deux pays, en application du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, conclu entre les deux pays en octobre 2002, figure au centre des entretiens de M. Castro Lopez avec le secrétaire général du MAE. Noureddine Ayadi», selon la même source. Cette visite, la première en Algérie du responsable espagnol, permettra également, de procéder à «une évaluation globale des relations bilatérales notamment dans la perspective de la tenue de la 7<sup>e</sup>

## UA/Justice Début des travaux de la 3<sup>e</sup> session ordinaire du CTS de l'UA

LES TRAVAUX de la troisième session ministérielle ordinaire du Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union africaine (UA) sur la Justice et les affaires juridiques ont débuté hier à Addis-Abeba, à laquelle prend part l'Algérie, ont rapporté les médias. Le ministre de la Justice et garde des Sceaux, Tayeb Louh, prend part à cette réunion ministérielle de deux jours (14-15 novembre) qui se tient au siège de l'UA, en Ethiopie, a annoncé le ministère dans un communiqué. La réunion de l'UA débattait du projet des règles de procédure de la CTS sur les questions liées au Genre, à l'autonomisation de la femme et au projet d'amendement de l'article 5 (1) du protocole additionnel à la Charte de l'UA des droits de l'Homme et des peuples, pour la création de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples. Les participants plancheront également sur les projets annexes de la Charte africaine sur la sûreté maritime et la sécurité et le développement en Afrique (Charte de Lomé), ainsi que sur le protocole additionnel à la convention de création de la communauté économique africaine, relatif à la liberté de circulation, aux droits de résidence et au droit d'institution. Les participants examineront, en outre, le projet de loi de l'UA pour la mise en œuvre de la convention africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique. Ghani Y.

Réunion de Haut niveau algéro-espagnole, prévue en 2018 à Alger», ajoute-t-on. Les deux responsables feront, par ailleurs, le point sur la coopération dans les différents secteurs et procéderont à un échange de vue sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun. Au cours de cette visite, le Secrétaire d'Etat espagnol sera reçu par le ministre des Affaires

étrangères, Abdelkader Messahel, avec lequel il passera en revue le partenariat algéro-espagnol et les grandes échéances bilatérales ainsi que les questions internationales d'intérêt commun. Il sera, en outre, reçu en audience par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, auquel il remettra un message du président du gouvernement espagnol. H. N./APS

## 1<sup>ère</sup> Réunion du groupe de travail algéro-russe Temmar en visite de travail en Russie

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, effectuée les 14 et 15 novembre une visite de travail à Moscou pour participer à la 1<sup>ère</sup> Réunion du groupe de travail algéro-russe. La tenue de la 1<sup>ère</sup> Réunion du groupe de travail algéro-russe vient en application des dispositions du Memorandum d'entente, conclu le 27 avril 2016 entre l'Algérie et la Russie, sur la promotion de la coopération en matière de construction, d'urbanisme, d'habitat et d'équipements publics. Les deux parties se pencheront lors de la réunion sur les moyens de développer le partenariat et de faciliter la mise en œuvre des projets communs dans le domaine de la construction et des infrastructures publiques. H. N.

Avec l'amélioration de la situation sécuritaire

## Libye : le patron de la NOC compte sur le retour de Sonatrach

Le P-dg de la compagnie libyenne de pétrole (NOC), Moustafa Sanalla, a déclaré, lundi à Washington, qu'il comptait sur le retour de Sonatrach en Libye avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire dans ce pays. «Nous comptons sur le retour du groupe pétrolier algérien (Sonatrach) en Libye avec l'amélioration de la situation sécuritaire», a déclaré M. Sanalla à l'APS, en marge d'un forum économique sur la coopération transatlantique, organisé à Washington par le Think Tank américain Center for Transatlantic relations en collaboration avec la Chambre de commerce américaine. Le groupe algérien est présent en Libye à travers sa filiale Sipex, qui

opère dans deux blocs d'exploration à Ghadamès, et a dû ensuite se retirer de ce pays dans le sillage du chaos politique et sécuritaire libyen. M. Sanalla relève que les découvertes réalisées par Sonatrach dans ces deux blocs sont appréciables et marquent aussi la volonté des deux groupes pétroliers à renforcer leur coopération. «Nous voulons renforcer nos relations bilatérales», a ajouté M. Sanalla qui dit «souhaiter un retour rapide» de Sonatrach en Libye, rappelant au passage sa visite en Algérie en juin dernier, et les entretiens qu'il a eus avec les responsables du secteur énergétique algérien. Le patron de la NOC précise que plusieurs compagnies pétrolières, y compris Sonatrach, sont



PH/D.R.

en train de suivre l'évolution de la situation sécuritaire pour pouvoir se prononcer sur leur retour. Entre-temps, certaines compagnies sont retournées pour reprendre leurs investissements dans le pays, a-t-il dit. Le responsable libyen a souligné, au cours de ce forum, que la coopération algéro-libyenne dans le domaine de l'énergie constituait un exemple d'intégration économique au Maghreb. M. Sanalla qui s'exprimait au cours de la première session du forum consacré au climat des affaires au Maghreb, a réitéré le constat établi par quelques panélistes, selon lequel l'intégration maghrébine demeurerait dérisoire, en relevant que la coopération pétrolière entre l'Algérie et la

Libye illustrait la volonté des deux pays à renforcer davantage leurs relations économiques. Outre les travaux d'exploration menés par Sonatrach en Libye, le patron de la NOC a évoqué dans son intervention les discussions en cours avec Sonatrach pour l'exploitation des gisements frontaliers d'Alrar. «On est en train de se mettre à table pour revoir les conditions d'exploitation de ces gisements des deux côtés», a déclaré, pour sa part à l'APS le conseiller du P-dg de Sonatrach, Mahieddine Taleb, présent à ce forum. «L'objectif est de parvenir à un programme de développement commun des gisements, acceptable par Sonatrach et la NOC», a-t-il ajouté. Siham N.

Programme Diveco-2

## Mettre à niveau les circuits de commercialisation des produits de la pêche

La mise à niveau des circuits de distribution et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture constitue la principale étape du programme Diveco-2 d'appui à la diversification de l'économie pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, a-t-on appris hier de responsables locaux du secteur. Dans le cadre du suivi de l'exécution du programme en question, des consultants ont effectué cette semaine une visite de terrain de deux jours dans la wilaya de Ouargla, pour s'enquérir de la situation de distribution de ces produits au niveau de certaines poissonneries dans la

ville de Ouargla ainsi qu'au complexe pilote de l'élevage de poisson d'eau douce implanté dans la commune de Hassi Benabdallah (nord de Ouargla). Cette étape porte sur l'organisation et l'amélioration des activités en rapport avec la distribution et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, conformément à la réglementation et aux normes d'hygiène en vigueur en vue de valoriser ces produits et de protéger convenablement les consommateurs, a-t-on souligné. Ciblant différentes wilayas pilotes dans ce domaine (pêche et aquaculture), à l'instar d'Alger,

Ain-Témouchent, Annaba et Ouargla, cette mission a pour objectif de faire un diagnostic de la situation et de proposer un plan d'action pour l'amélioration du circuit de distribution et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, notamment en matière de qualité, d'hygiène et de maîtrise des prix, en plus de la bonne présentation, a indiqué à l'APS Merouane Chikhaoui, consultant du programme de diversification de l'économie (Diveco-2). De son côté, le consultant du même programme, Manuel Gomez Sanchez, a fait savoir que le programme s'occupe de la valorisa-

tion des activités relatives aux diverses filières aquacoles et de la pêche, en tenant compte de toute la chaîne de la production jusqu'à la commercialisation, dans le but de satisfaire les besoins des consommateurs et de les protéger. Financé par l'Union européenne, le programme Diveco-2, qui s'inscrit dans le cadre du plan national Aquapêche-2020 initié par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, vise la diversification économique à travers le développement durable du secteur de la pêche et de l'aquaculture. K. H.



Ouverture des travaux à Alger

# Conférence sur le développement dans le sud de la Méditerranée

■ Les travaux de la Conférence sur «la créativité, emploi et développement économique dans le sud de la Méditerranée» ont été lancés, hier à Alger, en présence des représentants de plusieurs pays de cette région méditerranéenne.

Par Salem K.

Organisée par le ministère de l'Industrie et des Mines, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) et l'Union pour la méditerranée (UPM), cette conférence de deux jours s'inscrit dans le cadre du projet «Méditerranée créative : développement de



clusters dans les industries culturelles et créatives du sud de la Méditerranée».

Selon les organisateurs, elle a pour objectif le partage des meilleures pratiques mises en

place dans le cadre de ce projet et la transformation des héritages culturels et créatifs en biens et services porteurs d'une valeur ajoutée économique et culturelle, répondant à une

demande des marchés internationaux.

Lors des travaux de cette conférence, quatre problématiques centrales seront débattues : la résilience grâce à la

créativité, les clusters comme moteur de l'innovation, de la croissance et de l'internationalisation des PME, l'intégration économique des femmes grâce aux industries créatives dans le Sud de la Méditerranée ainsi que le partenariat euro-méditerranéen pour l'industrie.

L'évènement se déroule en présence des ministres de l'Industrie ou des représentants institutionnels de pays méditerranéens, de la Commission européenne, ainsi que de représentants du secteur privé, de la société civile, du monde universitaire et des partenaires de la coopération internationale. Par ailleurs, des ateliers et une exposition sont prévus en marge des travaux de la conférence.

S. K.

Optimiste sur la prolongation de l'accord de réduction de la production

## Le pétrole en hausse

Le prix du pétrole new-yorkais montait à l'ouverture, soutenu par des propos favorables à une prolongation de l'accord de réduction de la production pétrolière des principaux pays producteurs, lors d'une conférence à Abou Dhabi. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en décembre, référence américaine du brut, gagnait 14 cents et s'échangeait à 56,88 dollars sur le New York Mercantile Exchange. Lors d'une conférence sur le pétrole à Abou Dhabi, le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis a salué la probable reconduction de l'accord de réduction de la production de brut de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires. «Je pense qu'ils continueront à faire ce qu'il faut pour rééquilibrer le marché», a affirmé Suheil al-Mazrouei, affirmant ne pas avoir «entendu parler d'une non prolongation». La prolongation de l'accord «fera l'objet de discussions lorsque nous nous rencontrerons», a-t-il ajouté. Cette reconduction «a aussi été évoquée par le secrétaire général de l'Opep lors de la conférence. Ils ne connaissent pas la durée ou les délais, mais ils sont optimistes pour qu'un accord soit signé», a commenté Robert Yawger de Mizuho Securities. Les membres de l'Opep et leurs partenaires producteurs de pétrole sont liés

par un accord de réduction de la production de brut pour rééquilibrer l'offre et la demande et faire remonter des prix. L'accord court jusqu'en mars 2018, mais sa prolongation devrait être au menu des discussions lors d'une série de réunions à Vienne le 30 novembre. Autre motif d'optimisme pour les investisseurs, les prévisions de hausse de la consommation d'or noir cette année. L'Opep table désormais sur une hausse de la consommation de 1,53 million de barils par jour (mbj) cette année à 96,94 mbj, contre une croissance estimée à 1,45 mbj auparavant, selon son rapport mensuel sur le marché. Dans le même temps, les

prévisions de croissance de la production de pétrole ont été revues à la baisse. Cette année les pays non membres de l'Opep devraient pomper 650 000 barils par jour de plus que l'an dernier à 57,67 mbj, ce qui représente 200 000 barils par jour de moins que dans les prévisions du dernier rapport de l'Opep. «La demande augmente, les prévisions de production diminuent, les marchés apprécient. Mais la hausse est légère, cela signifie que le marché reste attentiste», a indiqué M. Yawger. Le pétrole coté à New York a atteint la semaine dernière un plus haut depuis juillet 2015.

A. O.

Zone euro

## Croissance économique robuste au troisième trimestre

La zone euro continue d'afficher une reprise économique robuste au troisième trimestre 2017 en dépit des nombreuses incertitudes qui pèsent sur son évolution, notamment le Brexit, la crise catalane ou les tensions géopolitiques. Le produit intérieur brut (PIB) des 19 pays ayant opté pour la monnaie unique a progressé de 0,6% sur la période juillet-septembre par rapport aux trois mois précédents, un chiffre conforme au consensus des estimations des économistes, montrent les données publiées hier par l'office statistique européen (Eurostat). Par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, le PIB de la zone euro a enregistré une hausse de 2,5%, après 2,3% au deuxième trimestre. Dans l'en-

semble de l'UE, le PIB a également augmenté de 0,6% au cours du troisième trimestre. Sur un an, il a progressé de 2,5% dans l'UE. Dans ses prévisions d'automne publiées jeudi dernier, la Commission européenne a estimé que l'économie de la zone euro devrait connaître cette année sa croissance la plus rapide depuis dix ans. L'exécutif européen table sur une croissance du PIB réel en 2017 devant atteindre 2,2% en zone euro, un chiffre nettement plus élevé que celui annoncé au printemps (1,7%). Avec une croissance de 2,3%, l'économie de l'ensemble de l'UE devrait elle aussi dépasser largement les prévisions qui étaient de 1,9% au printemps. La Commission européenne s'at-

tend à une poursuite de la croissance tant dans la zone euro que dans l'UE, à un rythme de 2,1% en 2018 et de 1,9% en 2019 (à comparer, pour l'année 2018, aux chiffres de ses prévisions de printemps : 1,8% pour la zone euro et 1,9% pour l'UE). Dans l'ensemble, les résultats affichés par l'économie européenne cette année sont nettement meilleurs que ce qui était prévu, en raison de la résilience de la consommation privée, du renforcement de la croissance mondiale et du recul du chômage. L'amélioration des perspectives conjoncturelles en zone euro a poussé la Banque centrale à réviser à la baisse son programme de soutien à l'économie européenne, en divisant par deux le

montant mensuel des rachats d'actifs, à 30 milliards d'euros, à compter de janvier et jusqu'en septembre prochain au moins. «Le recalibrage de nos achats d'actifs reflète une confiance grandissante dans la convergence de l'inflation vers notre (...) objectif sur la base de l'expansion économique de plus en plus robuste et généralisée, d'un redressement des mesures de l'inflation sous-jacente et de la poursuite de la transmission efficace de nos mesures de politique monétaire aux conditions de financement de l'économie réelle», a expliqué le président de l'institution, Mario Draghi, lors d'une conférence de presse tenue fin octobre dernier.

Agences

## Etats-Unis Le déficit budgétaire en nette augmentation

LE BUDGET fédéral des Etats-Unis pour l'exercice 2017-2018 a commencé l'année avec une forte progression du déficit pour le mois d'octobre, a indiqué le Trésor américain. Le déficit du mois d'octobre, premier mois de l'exercice budgétaire qui se termine en septembre, s'est établi à 63 milliards de dollars en hausse de 38%, soit 17 milliards de plus qu'en octobre 2016. Une progression des dépenses militaires (+7 milliards), des dépenses de santé (+6 milliards) et des coûts liés aux efforts de secours et de reconstruction intervenus après les ouragans (+4 milliards) expliquent en partie ce creusement du déficit. Octobre a toujours été un mois déficitaire depuis 1955, ce mois ne comportant pas d'échéances de collectes d'impôts, a précisé un expert du Trésor. En données brutes, les recettes ont pesé 235 milliards de dollars en hausse de 6% sur un an. C'est un record de recettes pour un mois d'octobre, a précisé un expert du Trésor. Mais les dépenses ont grimpé plus rapidement (+12%) à 299 milliards de dollars. En données corrigées des variations calendaires, les recettes sont en hausse de 4% à 231 milliards de dollars tandis que les dépenses ont augmenté de 13% à 347 milliards (+39 milliards). Cela porte le déficit à 116 milliards de dollars, en progrès de 35% sur le chiffre d'octobre 2016 en données corrigées. Au cours de l'exercice 2016-2017 qui s'est clôt en septembre dernier, le déficit budgétaire des Etats-Unis a grimpé de 13,6% à 666 milliards de dollars.

R. E.

Souk-Ahras

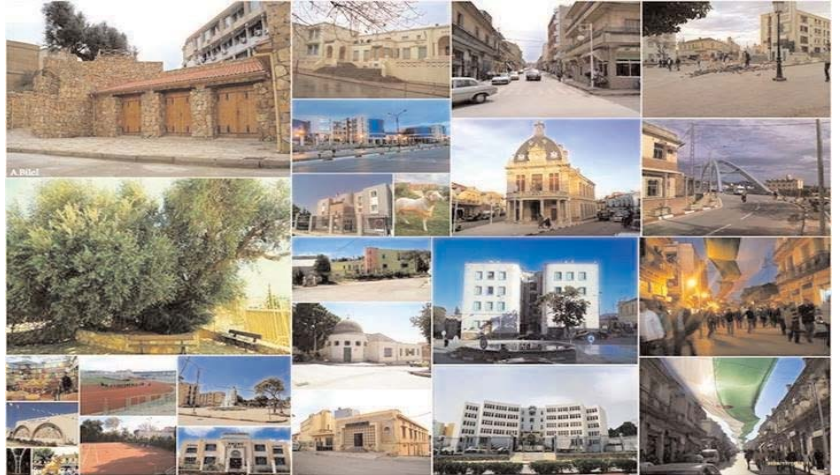
# Approbation de 18 projets d'investissement touristique

■ Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a validé dix-huit projets d'investissement dans le domaine touristique et de l'hôtellerie prévus dans la wilaya de Souk-Ahras, a indiqué, lundi, le directeur local du secteur, Zoubir Boukaâbache.

Par Ahlem N.

Sur les 18 projets validés par le ministère de tutelle, cinq concernent des opérations de conversion de domiciles ou biens d'investisseurs en établissements d'accueil pour les touristes et cinq autres (des hôtels) dont les travaux de réalisation ont été déjà lancés au chef-lieu de wilaya et dans les communes d'Ouled Idriss, Sedrata et Oued Kbarit, a fait savoir le même responsable. Une fois réalisées, ces nouvelles infrastructures renforceront le parc hôtelier de la wilaya par plus de 350 lits qui viendront s'ajouter aux 246 lits déjà existants, a indiqué le même responsable qui a fait part de l'importance du projet d'extension et de mise à niveau de l'hôtel Oum El Kheir (ex-Sidi Messaoud) classé trois étoiles et devant être réceptionné «courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2018». Evoquant la persistance des contraintes de

financement par les banques des projets d'investissement dans le domaine touristique, M. Boukaâbache a indiqué que sur les 18 projets validés, un seul projet a bénéficié de l'accord de financement par la banque (la station thermale prévue dans la commune d'Oued Idriss). La majorité des projets touristiques, lancés dans le cadre de l'investissement privé et qui peinent à démarrer et que des mises en demeure ont été notifiées à leurs propriétaires au début du mois en cours, font face à «des difficultés financières», a fait savoir le même responsable. Par ailleurs, le même responsable a annoncé le lancement «prochain» du projet de réalisation d'un complexe thermal à Demssa, dans la commune de Taoura, après un arrêt de trois ans et l'ouverture de hammam Tassa de la commune Ouilane après la régularisation administrative du permis d'exploitation de cette source. Les responsables du secteur du



Tourisme de la wilaya de Souk-Ahras ambitionnent de faire de la région une «destination thermale par excellence» à travers l'exploitation de toutes les sources thermales au nombre de 9, réparties

sur les communes de Zaârouriya, Ouled Idriss, Ouilane, Lakhdara, Sidi Fradj et Taoura, a-t-on indiqué. Le directeur local du secteur, M. Boukaâbache, a indiqué que son

administration s'attelle à préparer le cahier des charges pour l'aménagement de la zone d'extension touristique de Madour qui s'étend sur 275 ha en vue d'en faire une destination pour l'investissement touristique, d'autant qu'elle se situe à proximité du site archéologique de Madour.

A. N./APS

Annaba

## Mobilisation d'un volume d'eau de 50 000 m<sup>3</sup>/jour

Un volume d'eau de 50 000 m<sup>3</sup> sera mobilisé quotidiennement «à partir de décembre prochain» dans la wilaya d'Annaba, à la faveur de l'entrée en exploitation des puits ayant fait l'objet d'une opération de mise à niveau et d'autres réalisés récemment, à côté de la réparation des fuites d'eau, a indiqué le directeur des ressources en eaux (DRE), Zoubir Boulehbhal. S'exprimant, dimanche soir, lors d'une rencontre d'évaluation de l'exécution du programme d'urgence destiné à l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) à Annaba, lancé il y a deux mois, le même responsable a précisé que les 15 puits, sur les 32 programmés, qui seront mis en service à la fin du mois prochain, permettront d'«assurer une quantité d'eau globale estimée à 30 000 m<sup>3</sup>». M. Boulehbhal a ajouté que 540 fuites d'eau parmi un total de 1 336 fuites signa-

lées dans la wilaya, ont été réparées, au titre des opérations de réhabilitation du réseau d'AEP et de sectorisation de ces fuites, notant que «plus de 20 000 m<sup>3</sup> d'eau potable seront récupérés à la faveur de ces actions». Le chantier du dédoublement de la conduite de transfert des eaux du lieudit Mekset El Henichet de la wilaya d'El Tarf, sur une distance de 22 km, sera lancé «dès décembre prochain», a-t-on encore affirmé, rappelant que l'équipement et la mise à niveau des stations de relevage mobiliseront environ 30 000 m<sup>3</sup> d'eau pour l'approvisionnement du complexe sidérurgique d'El Hadjar, et ce, en concrétisation des axes de ce plan d'urgence pour lequel un montant de l'ordre de trois milliards DA a été mobilisé, a-t-il signalé. Ce plan d'urgence destiné à améliorer la distribution de l'eau potable est basé sur «une vision prospective» visant à mettre fin au pro-

blème du manque de cette ressource vitale dans cette région, a indiqué le wali Mohamed Salamani qui a présidé cette rencontre, rappelant la priorité accordée à ce programme en matière de suivi et d'exécution. Dans le cadre du plan d'urgence d'eau, affecté au bénéfice des wilayas d'Annaba et El Tarf, la même région a bénéficié de la réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de traitement de 300 000 m<sup>3</sup>/j dont 160 000 m<sup>3</sup> seront affectés à la wilaya d'Annaba, ajoute la même source. Un montant financier évalué à 4 milliards DA a été alloué dans la wilaya pour la réalisation des réseaux nécessaires pour le transport et le transfert des eaux de la station de dessalement d'eau de mer vers la wilaya d'Annaba ainsi que pour la création d'autres ouvrages de stockage des eaux d'une capacité de 40 000 m<sup>3</sup>, a-t-on fait savoir.

Saïd F.

Illizi

## Vers la création de nouveaux marchés de gros des fruits et légumes

Des démarches sont entreprises pour l'ouverture prochaine de nouveaux marchés de gros de fruits et légumes à travers la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La wilaya, en coordination avec le ministère du Commerce, est en train d'étudier ces démarches visant à créer ces nouveaux espaces au niveau des communes d'Illizi, Djanet et In-Amenas, ainsi que l'ouverture de nouvelles antennes d'entreprises nationales spécialisées dans la conservation de produits agricoles afin d'améliorer les capacités de la wilaya en matière de stockage, a précisé le wali d'Illizi, Aïssa Boulahia. La question des locaux commerciaux non exploi-

tés sera revue et les locaux en question attribués à d'autres opérateurs dans le but de contribuer à organiser l'activité commerciale et lutter contre le commerce informel, tout en respectant les règles d'hygiène et de salubrité, a ajouté le chef de l'exécutif de la wilaya lors d'une cérémonie organisée en présence d'opérateurs économiques et commerçants locaux. Les intervenants à cette rencontre ont mis l'accent sur la nécessité d'ouvrir ces espaces commerciaux susceptibles de répondre aux besoins de la dynamique économique que connaît ces derniers temps la wilaya d'Illizi, et de garantir une disponibilité des produits agricoles, surtout

durant les fêtes et jours fériés, caractérisés généralement par un recul de l'activité commerciale. Organisée au siège de la direction locale du commerce, cette rencontre a été aussi l'occasion pour réclamer l'ouverture des marchés couverts dans la wilaya. Ces structures restent toujours fermées malgré que leurs chantiers soient achevés, selon le président de la chambre de l'industrie et du commerce «Tassili», Seddiki Bennaceur. De son côté, le secrétaire du bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens a insisté sur la «levée du gel» sur l'activité de commerce de gros dans la wilaya d'Illizi qui jouit d'une position géogra-

phique stratégique. Au total, 13 opérateurs économiques activant dans différentes activités commerciales (pharmaciens, boulangers, vendeurs de fruits et légumes et autres) ont été récompensés, à cette occasion, pour leur respect de la permanence durant les fêtes nationales et religieuses. Selon le directeur local du secteur, Rachid Hammadi, l'initiative entre dans le cadre des traditions de la direction du commerce visant notamment à encourager les commerçants et les opérateurs économiques et à mettre en exergue le rôle des services du commerce en matière d'accompagnement et d'orientation.

A. N.

## Constantine Plus de 5 100 micro-entreprises créées par des diplômés de la formation

Plus de 5 100 micro-entreprises ont été créées à Constantine par des diplômés de la formation professionnelle depuis l'ouverture de l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), a indiqué le chargé de la communication à l'Ansej, Okba Loucif. Ce responsable a précisé que 10 000 micro-entreprises ont été au total financées par le dispositif Ansej depuis sa création dans cette wilaya, dont 51% au profit de diplômés des établissements de la formation professionnelle, en marge d'une journée de sensibilisation et d'information sur les dispositifs d'aide à l'emploi tenue au centre CFPA Mohamed-Sayd, à l'initiative de la direction de la formation professionnelle et l'antenne Ansej. Invités à se rapprocher des services de l'Ansej pour bénéficier de l'accompagnement pour la concrétisation de leurs projets de micro-entreprises, les jeunes diplômés du secteur de la formation ont davantage de chance de réussir en raison de leur maîtrise pratique de leur profession, a indiqué Okba Loucif.

R. R.





Décolonisation du Sahara occidental

# Le Front Polisario réitère son soutien aux efforts internationaux

■ Le secrétariat national du Front Polisario a réitéré la volonté de la partie sahraouie de coopérer avec les efforts internationaux visant à la décolonisation du Sahara occidental, la dernière colonie en Afrique, conformément à la charte et aux résolutions des Nations unies et de l'Union africaine.



Par Lamine H.

Réuni samedi et dimanche en sa 6<sup>e</sup> session ordinaire sous la présidence du chef de l'Etat sahraoui et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, le SN a réaffirmé «la nécessité urgente de la mise en œuvre de la résolution 2351 du Conseil de sécurité des

Nations unies, notamment en ce qui concerne l'accord de cessez-le-feu à la lumière des graves événements résultant de la violation flagrante du Maroc dans la région d'El-gargarat», mettant en garde contre tout retard dans le traitement de la situation, afin d'éviter la tension et à la confrontation dans la région, rapporte l'agence de presse sahraouie SPS. Dans ce contexte, le SN a

appelé à «permettre à la mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) de s'acquitter de sa mission principale pour laquelle elle a été créée en 1991», exigeant le retour immédiat et inconditionnel de la composante de l'UA à cette mission. Le SN a appelé l'ONU et l'UA à agir énergiquement pour imposer une solution juste et démocratique,

fondée sur la mise en œuvre urgente des clauses du plan de règlement ONU-UA de 1991, signé par les deux parties (le Front Polisario et le Maroc) et ratifié par le Conseil de sécurité des Nations unies. Il a en outre demandé une date définie pour l'organisation d'un référendum libre et équitable devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Le SN a réitéré son appel à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sahraouis, à leur tête le groupe de Gdeim Izik. Cette session du SN intervient au lendemain de la rencontre entre le président sahraoui Brahim Ghali, et l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental et chef de la mission onusienne, Kim Bolduc, où la question sahraouie au niveau de l'ONU et le rôle de la Minurso a été abordée par les deux responsables. La rencontre a été l'occasion pour les deux parties de passer en revue la question sahraouie au niveau de l'ONU, notamment en ce qui concerne le rapport que doit présenter au Conseil de sécurité le nouvel envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, concernant sa première visite dans la région après sa nomination en remplacement de Christopher Ross. Horst Kohler est attendu le 22 novembre à New York pour présenter au Conseil de sécurité les résultats de sa première tournée dans la

région pour relancer le processus onusien. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset, aux Etats-Unis. Depuis, le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. L'entretien entre le président sahraoui et M<sup>me</sup> Bolduc s'est déroulé en présence du coordinateur sahraoui avec la Minurso, membre du secrétariat national du Polisario, M'hamed Khadad. Les discussions ont également eu trait au travail accompli par la Minurso, a déclaré M. Khadad à la presse, réaffirmant que la mission principale de la mission onusienne pour laquelle elle a été mise en place en 1991 est l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

L. H./APS

## Tunisie/ Education

### Modification du calendrier des examens semestriels

Après de longues tractations, il a été décidé de changer le calendrier des examens du premier semestre de l'année scolaire. Lors d'une réunion tenue lundi par la Fédération générale de l'enseignement secondaire au ministère de l'Éducation, un consensus a été trouvé concernant les dates des vacances et les échéances de prochaines épreuves. Désormais, après les vacances de 15 jours du mois de décembre, les cours reprendront normalement pendant deux semaines à savoir du 2 au 13 janvier 2018. Ensuite, une semaine «ouverte» – où les lycéens passent les matières secondaires ce aura lieu, suivie par une semaine bloquée prévue du 22 au 27 janvier. Une semaine de vacances a été également fixée, juste après la semaine bloquée. Les cours reprendront ainsi le 5 février 2018, précise le PV de la réunion. Cet accord met fin au contentieux, affirme le secrétaire général du Syndicat général de l'enseignement secondaire, Lassad Yaacoubi, dans une déclaration accordée à Mosaïque Fm. «Les élèves ne seront plus contraints de réviser pendant les vacances», a-t-il noté, soulignant qu'avec ce nouveau calendrier ces derniers auront la possibilité de profiter pleinement de leurs vacances sans se soucier des examens. Le

ministre de l'Éducation, Hatem Ben Salem, a souligné, d'ailleurs, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail, dimanche à Tozeur, que le calendrier des examens établi depuis l'année dernière est à l'origine des protestations observées, récemment, par les élèves. Il a avoué que ce calendrier comporte plusieurs lacunes dont, essentiellement, le déroulement des épreuves juste après les vacances d'hiver. Et d'ajouter que son ministère œuvre à éviter tout ce qui est de nature à menacer la stabilité du système éducatif en procédant à une évaluation du système semestriel à travers une consultation des éducateurs, des parents et des élèves. Le rétablissement de la semaine bloquée a été par ailleurs évoqué l'été dernier par l'ancien ministre de l'Éducation par intérim, Slim Khalbous. Des propositions ont été émises pour mettre un terme aux réformes faites par son prédécesseur Néji Jalloul qui a instauré le régime des semestres et a supprimé la semaine bloquée. «À partir de la cinquième semaine, la concentration se décline», a estimé Jalloul en approuvant l'efficacité du nouveau système de cinq semaines de cours suivis de vacances. Une formule qui a chamboulé le système et a suscité de nombreuses cri-

tiques. Cette décision n'était pas du goût des enseignants qui l'ont jugée inadaptée à l'exigence pédagogique d'enchaînement des programmes. Quelques semaines avant la rentrée scolaire 2017/2018, le ministère de l'Éducation a dévoilé le calendrier détaillé de l'année scolaire qui s'étale du 15 septembre 2017 au 30 juin 2018. Selon le ministère, le premier semestre s'étend du 15 septembre 2017 au 4 février 2018 et le second du 5 février au 30 juin 2018. Deux périodes de vacances seront à prévoir pour le premier semestre : la première, d'une semaine, du 30 octobre au 5 novembre ; et la deuxième de deux semaines, du 18 au 31 décembre 2017. Les deux semestres sont séparés par une semaine de vacances, du 29 janvier au 4 février 2018. Deux périodes de vacances seront également à prévoir pour le second semestre : une semaine du 19 au 25 mars 2018 et une semaine du 30 avril au 6 mai 2018. Ces modifications ont été apportées sur la base des travaux de la commission tripartite concernée et après examen des équilibres et des lacunes du calendrier 2016-2017, dans l'objectif de prendre en compte les intérêts des élèves et d'harmoniser le calendrier avec les vacances universitaires.

HuffPost Tunisie

### Mauritanie Le FMI va fournir une aide de 163 millions de dollars

LE FONDS monétaire international (FMI) a conclu un accord de principe avec la Mauritanie pour lui fournir un crédit de 162,8 millions de dollars sur trois ans afin d'appuyer un programme de réformes économiques. Cet accord, conclu après une mission du FMI à Nouakchott du 25 septembre au 6 octobre, est subordonné à l'approbation du conseil d'administration du Fonds prévu en décembre. Les réformes économiques qui seront entreprises «visent à favoriser une croissance inclusive et diversifiée, à maintenir la stabilité macroéconomique, à rétablir la viabilité de la dette et à réduire la pauvreté», selon le FMI. La Mauritanie doit «assainir ses finances publiques» afin de renforcer la viabilité de la dette, tout en créant l'espace budgétaire nécessaire pour augmenter les dépenses sociales et l'investissement dans les infrastructures. Les autorités doivent aussi mettre en place «un marché des changes compétitif et un cadre modernisé de politique monétaire». Elles doivent enfin renforcer la supervision bancaire, améliorer le climat des affaires et développer le dispositif de sécurité sociale, a poursuivi le FMI.

R. M.



## Venezuela

# La pays déclaré en défaut de paiement partiel sur sa dette

■ Le Venezuela a été déclaré hier «en défaut partiel» sur sa dette par l'agence de notation S&P Global Ratings, quelques heures après deux réunions de créanciers, lundi à Caracas et à New York, une menace qui planait depuis plusieurs semaines sur ce pays pétrolier ruiné.

Par Rosa C.

**S&P** a indiqué que le Venezuela était dans l'incapacité de rembourser 200 millions de dollars, soulignant avoir pris sa décision à l'issue d'une période de grâce de 30 jours sur le paiement de deux obligations.

«Nous avons abaissé deux notes à D (défaut) et avons abaissé la note des émissions à long terme en devises à SD (défaut partiel)», a précisé dans un communiqué l'agence de notation américaine qui avait déjà abaissé, au tout début du mois, la notation du Venezuela, anticipant un probable défaut de paiement. Le risque pour ce pays, autrefois le plus riche d'Amérique latine, est de se

retrouver coupé des marchés, tout comme son groupe pétrolier PDVSA, et de devoir affronter des poursuites et la saisie d'actifs et de filiales à l'étranger.

L'annonce de S&P est intervenue quelques heures après une réunion, d'à peine 25 minutes, lundi à Caracas, de créanciers internationaux du pays qui s'est achevée sans accord mais avec la promesse de se revoir prochainement.

Le Venezuela, affecté notamment de plein fouet par la chute des cours de l'or noir, veut restructurer sa dette extérieure, estimée à 150 milliards de dollars, car il ne dispose plus que de 9,7 milliards de réserves et doit rembourser au moins 1,47 milliard d'ici la fin de l'année, puis 8 milliards en 2018. Le gou-



PH. > D. R.



## Points chauds

### Acceptation

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques jours encore, peu étaient ceux qui supportaient officiellement la candidature de Laurent Wauquiez à la présidence du parti de droite Les Républicains. Peut-être qu'alors les membres du parti attendaient-ils l'émergence d'un autre candidat plus consensuel, mais non seulement peu sont les candidats au poste de direction mais surtout peu sont assez crédibles pour endosser cette fonction. Ainsi, depuis quelques semaines, alors que la victoire de Wauquiez ne fait plus, quasiment, aucun doute, les soutiens se multiplient. L'ancienne ministre Michèle Alliot-Marie juge, dans un entretien publié hier par «Le Figaro», que le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes «est le meilleur candidat» pour la présidence des Républicains (LR), au sein desquels «chaque des sensibilités doit pouvoir s'exprimer sans chasse aux sorcières». «Je pense que, pour être président des Républicains, il faut de l'expérience, c'est indispensable, beaucoup d'énergie et une certaine stature. En ce sens, Laurent Wauquiez me semble être le meilleur candidat», a déclaré Michèle Alliot-Marie au quotidien. Pour l'ancienne ministre de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur et actuelle députée européenne, Les Républicains doivent retrouver «une colonne vertébrale idéologique à partir des sensibilités – gaulliste, centriste et libérale – que des responsables politiques ont voulu réunir derrière un discours unique, en gommant toutes les aspérités». «Chacune de ces sensibilités doit pouvoir s'exprimer sans chasse aux sorcières. Un fonctionnement de type confédéral doit permettre ensuite de chapeauter le tout. Et Laurent Wauquiez me semble le mieux placé pour rassembler, même s'il ne venait pas de la même sensibilité que la mienne», poursuit «MAM», qui avait échoué à rassembler les parrainages nécessaires pour concourir à l'élection présidentielle. «Si vous aviez différentes sensibilités au sein des Républicains, vous n'auriez pas ce type de débat sur Les Constructifs. Mais, si j'étais membre de l'Assemblée nationale, je ne me retrouverais pas dans Les Constructifs», a également précisé l'ex-ministre. Interrogée sur les déclarations d'Alain Juppé évoquant un rapprochement avec Emmanuel Macron pour les élections européennes de 2019, elle a répondu : «Ce grand mouvement central existe déjà ! Il s'appelle Le Parti populaire européen (PPE). Et ceux qui évoquent un grand mouvement central n'ont donc pas l'air de bien connaître l'histoire européenne ni celle des institutions européennes au Parlement». «J'ai été élue deux fois parlementaire européenne. J'ai été présidente du RPR et c'est moi qui, en 2000, ai fait adhérer le RPR au PPE. Personne n'avait eu cette idée auparavant», a glissé Michèle Alliot-Marie. Reste que le soutien, quoiqu'un peu tardif de Alliot-Marie, démontre bien qu'à droite l'on a non seulement accepté l'idée d'une «présidence Wauquiez», mais que l'on essaie désormais d'aller de l'avant et de préparer le futur de la droite et d'asseoir une position d'opposition face à Macron et à son gouvernement.

F. M.

vernement a qualifié cette réunion de «succès retentissant», alors que les créanciers sont quant à eux sortis déçus. Des participants ont rapporté à l'AFP que les autorités vénézuéliennes souhaitaient former des groupes de travail pour évaluer les propositions de renégociation de la dette à court et moyen terme, mais sans plus de détails.

«Nous considérerions toute restructuration (de la dette) comme un échange de créances en difficulté et comme l'équivalent d'un défaut étant donné les liquidités extérieures limitées du Venezuela», a souligné SP. «De plus, selon nous, les sanctions américaines à l'encontre du

Venezuela et des membres du gouvernement devraient résulter en une longue et difficile négociation avec les créanciers», a ajouté l'agence de notation.

Outre les deux paiements sur lesquels le pays vient de faire défaut, le Venezuela est en retard pour le paiement de quatre autres échéances pour un montant total de 420 millions de dollars, selon SP. Parallèlement, une autre réunion de créanciers s'est tenue lundi à New York, celle d'un comité spécialisé de l'Association internationale des produits dérivés (ISDA). Composé de quinze sociétés financières, il doit décider des suites à donner à un retard de

paiement du groupe PDVSA d'un montant de 1,161 milliard de dollars.

Caracas a assuré avoir effectué le paiement, mais celui-ci ne serait toujours pas parvenu aux créanciers. Une nouvelle rencontre est prévue hier à 16h00 GMT.

«Le Comité a reçu des informations supplémentaires lundi et les a rapprochées de ce qu'il avait déjà obtenu, regardant la question de savoir s'il y a eu un éventuel incident de paiement concernant Petroleos de Venezuela S.A et qui est toujours sous considération», a indiqué l'ISDA dans un communiqué.

R. C.

### USA

## Une cour d'appel autorise partiellement le décret migratoire

Une cour d'appel de San Francisco a autorisé, lundi, une application limitée de la troisième version du décret anti-immigration du président républicain Donald Trump, en réponse à une motion du gouvernement américain.

La motion déposée par l'administration Trump face aux décisions de plusieurs tribunaux de première instance qui avaient suspendu l'application du nouveau texte est «partiellement accordée, partiellement rejetée», écrit la cour d'appel du 9e district.

Le décret est maintenu à part pour les «étrangers qui peuvent

démontrer une relation authentique avec une personne ou une entité aux États-Unis».

Les grands-parents, petits-enfants, beaux-frères, belles-sœurs, oncles et tantes, neveux, nièces et cousins sont notamment exemptés du décret migratoire aux États-Unis.

Quant aux relations avec une entité, à l'instar d'une université ou d'un employeur, elles doivent être «formelles et documentées», souligne la décision de la cour d'appel, afin de pouvoir demander l'entrée aux États-Unis. Le président américain avait signé le 25 septembre un troisième décret interdisant de façon per-

manente le franchissement des frontières américaines aux ressortissants de sept pays : Yémen, Syrie, Libye, Iran, Somalie, Corée du Nord et Tchad. De façon punitive, le nouveau décret suspend également l'entrée aux États-Unis de responsables gouvernementaux vénézuéliens. Il y a un mois environ, des juges fédéraux du Maryland et d'Hawaï avaient largement suspendu l'application du décret.

Donald Trump affirme que ses décrets migratoires ont pour objectif de renforcer la sécurité nationale et de lutter contre le terrorisme.





La pièce retrace les souffrances des familles algériennes lors de la guerre de Libération

## «Massiret Kifah» présentée au public

■ La pièce théâtrale «Massiret Kifah», présentée lundi au Palais de la culture Mohammed-Laid-Al-Khalifa de Constantine, dans le cadre de la célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution de novembre 1954, retrace les souffrances des familles algériennes lors de la guerre de Libération.

Par Adéla S.

**P**roduite par l'association «Al-Sitar Eddahabi», cette œuvre raconte l'histoire d'une famille algérienne dont les enfants ont choisi de lutter

contre le colonialisme afin d'arracher l'indépendance pour vivre en liberté.

Une heure durant, le public a suivi avec autant d'attention que de plaisir la prestation très convaincante des dix comédiens de cette pièce et, notamment, la

comédienne Halima Touati qui a interprété la mère de famille qui accueille avec des youyoux l'annonce de la mort de son fils au champ d'honneur, ou encore les comédiens Redouane Hadji, Seif Eddine Atik et Louba Zouaoui.

Le président de l'association, Sami Naceri, également dramaturge et metteur en scène, a dans une déclaration à l'APS exprimé sa joie quant à l'accueil du public et la prestation des comédiens.

A l'occasion, Sami Naceri a dévoilé que son association s'est lancée dans le tournage du film «Bassis amel» (lueur d'espoir), un long métrage tourné entre Jijel et Constantine qui traite le sujet de l'éclatement de la famille, mettant en scènes des membres d'«Es-sitar eddahabi» et les comédiens Hayat Khediri et Mohamed El Hadi Sebouba.

A. S./APS



PH. > D. R.

### Tébessa

## Ouverture de la 8<sup>e</sup> édition des journées littéraires

**L**a 8<sup>e</sup> édition des journées littéraires de Tébessa a été ouverte lundi à la salle des conférences Abane-Ramdane de la maison de la culture Mohamed-Chebouki. La première journée de cette édition, à la dimension maghrébine, a été caractérisée par des lectures poétiques et littéraires présentées par des dizaines de partici-

pants algériens et maghrébins, rehaussées par des morceaux musicaux du luthiste Abderrahim Menasria.

Une exposition de livres proposant divers titres de livres et recueils des écrivains et poètes algériens et maghrébins a été organisée au hall de la maison de la culture Mohamed-Chebouki, invitant l'ensemble des participants à découvrir créativité et talents lors des séances de vente-dédicace. Approchés par l'APS, beaucoup

de participants ont affirmé que la dimension maghrébine donnée aux journées littéraires de Tébessa permet de côtoyer des grands noms et des plumes maghrébines, connus par leurs œuvres. La 8<sup>e</sup> édition de ce rendez-vous culturel de l'antique Théveste est dédiée au regretté poète de Tébessa, Mokhtar Hanini, disparu en juillet dernier à l'âge de 52 ans, ont tenu à souligner les organisateurs, rappelant que le défunt, amoureux du verbe et de la rime, à œuvrer à

animer la scène culturelle locale en organisant régulièrement sa fameuse «khayma» des assises culturelles et littéraires, sur les hauteurs de la ville.

Devant se poursuivre jusqu'à aujourd'hui, plus de 80 écrivains et poètes prendront part à cette rencontre traditionnelle, où des ateliers de formation à l'écriture et des visites vers des sites archéologiques de la ville de Tébessa sont au programme.

Racim C.

Tizi-Ouzou

### Décès du chanteur Amar Seghir

**LE CHANTEUR** d'expression kabyle Amar Seghir s'est éteint dimanche à Tizi-Ouzou à l'âge de 74 ans, a déclaré lundi la direction locale de la culture. De son vrai nom Outoudert Amar, né le 27 septembre 1943 à Tala n'Tazart, dans la commune d'Iboudrarène, cet artiste au talent accompli a fait ses premiers pas dans le monde artistique en 1960, lorsque l'artiste Kamal Hamadi le présenta à Cheikh Nordine, qui apprécia sa prestation et l'engagea à la Radio chaîne II.

Après avoir écrit une trentaine de chansons pour la Chaîne II, dont l'habillage musical a été assuré par Mohamed Medjdoub, il prend son envol, fréquente de grands noms de la chanson algérienne, dont El Hadj M'hamed El Anka, Ahmed Wahbi et Blaoui El Houari, passant du statut de chanteur amateur à celui de professionnel avec une douzaine de disques (45 tours) sortis en Algérie et en France. Son répertoire est riche de plusieurs thématiques liées

notamment aux sujets de la société des années 60 et 70, dont l'amour des parents, l'immigration, la séparation due à la mort et la situation de la femme kabyle. Le chanteur met fin à sa carrière en 1976 après le décès de sa mère et en raison de problèmes de santé. Il a été enterré lundi dans son village natal Tala n Tazart en présence d'une foule nombreuse. Le wali, Mohamed Bouderbali, s'est rendu sur place et a présenté ses condoléances à la famille du défunt.

K. L.

### Khenchela

## 30 artistes au Salon national «Couleur du spectre 2017»

**T**rente artistes venus de quinze wilayas du pays participent à la 11<sup>e</sup> édition du Salon national des arts plastiques «Couleur du spectre 2017», ouvert lundi à la maison de la culture Ali-Souaï de Khenchela.

Organisé par la direction de wilaya de la culture, le salon qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui a été inauguré par le wali, Kamel Nouicer. Des ateliers d'initiation aux arts plastiques figurent au programme de la manifestation

qui donnera lieu à la peinture de fresques dans les villes de Khenchela, Chélia et Chechar, a indiqué Samia Merzougui, chargée de la communication de la maison de la culture. Des conférences sur les arts plastiques

sont également au menu du salon qui verra également l'organisation d'une vente-dédicace du livre «Mouvement plastique contemporain» de Brahim Merdoukh.

R. C.

### Mostaganem

## Projection de films historiques et de guerre

**L**a projection d'une série de films historiques et de guerre est en cours à la salle de cinéma «Hamada» de Mostaganem, à l'occasion de la célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution de Libération nationale. Ce programme culturel, s'étalant sur le mois de novembre courant, a débuté par la projection du film «Lambèse», du réalisateur Yahia Mezahem, suivi d'un débat avec

les professionnels de cette œuvre cinématographique, a-t-on appris auprès de la direction de la culture. Les films «*lbn Badis*», du metteur en scène Bassil El Khatib, «*Le puits*» de Lotfi Bouchouchi, «*Ben Boulaïd*» de Ahmed Rachedi, ont été ensuite projetés. Le secteur de la culture de la wilaya de Mostaganem s'apprête à organiser le 4<sup>e</sup> panorama du film révolutionnaire et de documentaires

à partir du 28 novembre en cours avec une forte présence des films de guerre, a-t-on annoncé. Pour rappel, la salle de cinéma «Hamada», dotée d'une capacité de 250 sièges, a été rouverte au public en juillet dernier après avoir fait l'objet d'une opération de réfection et d'équipement en techniques modernes de projection pour un coût de 10 millions de DA.

Hania T.

### Mihoubi

## Le défunt Choukri Mesli, «l'un des fondateurs de la peinture moderne en Algérie»

**L**e ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a déclaré lundi que le plasticien Choukri Mesli, décédé ce jour à Paris, était «*l'un des fondateurs de la peinture moderne en Algérie*» et l'un des «*piliers*» de l'art plastique algérien au côté de Mohamed Racim, M'hamed Issiakhem, Khadda et Baya.

Le ministre a rappelé, dans

un message de condoléances, que Choukri Mesli avait renoncé à la peinture pour rejoindre les rangs du Front de libération nationale. Né à Tlemcen le 8 novembre 1931 dans une famille d'intellectuels et de musiciens, Choukri Mesli a commencé, très jeune, le dessin avant d'intégrer l'Ecole des beaux-arts d'Alger à la faveur de l'installation de sa

famille à Alger en 1947. Elève de Mohamed Racim, il entre par la suite à l'Ecole des beaux-arts de Paris où il expose en 1956 avec le Marocain Ahmed Cherkaoui.

Après l'indépendance, il a organisé plusieurs expositions en Algérie et à l'étranger, notamment à Paris, Washington, New York, San Francisco et Atlanta.

L. M.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

Seen Art Galery (Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 26 novembre : Exposition «Bleu mystique» de Karim Meziani.

Galerie d'art Dar El-Kenz (lot Bouchaoui 2, N° 325, Chéraga, Alger)

Du 11 au 25 novembre : «18<sup>e</sup> Salon d'automne du petit format», avec la participation de 23 artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Catherine Rossi, Djazia Cherrih, Safia Zoulid, H'ssien, Rachid Talbi, Adlène Djeflal et Moussa Bourdine. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h et le samedi de 10h à 17h.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, Les Deux-Bassins, Ben Aknoun, Alger)

Du 11 au 30 novembre : Exposition-vente d'œuvres des artistes Rachida Merzouk, Belkis Sergoua, Samia Merzouk, Karim Sergoua et Jaoudet Gassouma.



## Coup-franc direct

Le bricolage ne s'arrête pas !

Par Mahfoud M.

Malgré le fait que les dirigeants ont promis monts et merveilles en ce début de saison, la situation reste inchangée à l'USM El Harrach avec une énième grève que les joueurs ont déclenchée pour demander l'argent qu'ils n'ont pas obtenu depuis le début de la saison, soit au moins six mensualités. La nouvelle équipe dirigeante menée par Bensamra avait pourtant promis de ne plus revivre le scénario de la saison dernière où sous la conduite de Mana, les joueurs faisaient grève pour demander leurs salaires et sortir de cette situation de précarité dans laquelle ils se trouvent. Le bricolage continue dans le club banlieusard qui n'a rien à voir avec un club professionnel où tout devrait être clair dès le départ, surtout que des contrats sont établis et où la direction s'engage à payer ses joueurs mensuellement. La FAF a beau demander aux clubs et leurs dirigeants de respecter leurs contrats avec les joueurs, on retrouve les mêmes erreurs commises par des dirigeants dont leur seul souci est de se faire un nom sur le dos du club pour faire fleurir leurs affaires. Il devrait y avoir une véritable révolution pour amener les dirigeants à s'acquitter de leur dû ou subir des sanctions.

M. M.

## USM Bel-Abbès La Mekerra dans le doute

L'USM BEL-ABBÈS, qui donnait l'impression d'être bien partie pour rééditer son parcours positif de la saison passée en championnat de Ligue 1 de football, cale depuis cinq journées durant lesquelles elle n'a pas goûté à la moindre victoire. Le dernier succès des gars de la «Mekerra» remonte à la sixième journée face à la JS Kabylie (4-1), une large victoire qui traduisait à l'époque la montée en puissance des protégés de Cherif El Ouezzani. Mais à la surprise générale, l'USMBA enchaîne depuis les contre-performances. L'équipe ne parvient d'ailleurs plus à gagner même à domicile, où elle a concédé une défaite contre le Paradou AC (1-0) et un nul face au DRB Tadjenanet. C'est en toute logique donc que les Vert et Rouge, qui restent sur une défaite sur le terrain de la JS Saoura (1-0), reculent à la 9<sup>e</sup> place au classement avec 13 points, devançant de quatre unités seulement le 14<sup>e</sup> et premier reléguable, l'US Biskra. L'entraîneur de l'USMBA, Cherif

El Ouezzani, dit s'y attendre quelque peu, en raison notamment des changements intervenus au sein de son effectif lors de l'intersaison. Pour cet entraîneur, le départ de plusieurs cadres de l'équipe au cours du mercato estival a porté un coup dur à l'équipe. Ayant terminé à la quatrième place le championnat de l'exercice passé, l'USMBA est contrainte de revoir ses ambitions à la baisse cette saison. Désormais, cette équipe visera tout simplement le maintien parmi l'élite. Mais pour ce faire, il lui faudra mettre un terme à la série noire qui la poursuit depuis déjà cinq rencontres. Certes, Cherif El Ouezzani s'est dit confiant quant aux capacités des siens de relever la tête, mais cette fin de la phase aller s'annonce déjà compliquée pour ses protégés qui auront à effectuer, vendredi prochain, un deuxième déplacement de suite, cette fois-ci à Alger, pour y affronter l'USM El Harrach qui a un besoin pressant des trois points de la partie.

JS Saoura

## Bouali souhaite renforcer sa défense

LA JS SAOURA s'est vite remise sur le bon chemin en remportant son match à domicile contre l'USM Bel-Abbès (1-0) samedi passé pour le compte de la 11<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 algérienne de football, mais son entraîneur Foued Bouali réclame toujours du renfort au niveau de son secteur défensif. «Il est clair que cette victoire nous permet de retrouver la sérénité après une semaine quelque peu mouvementée à cause de notre défaite à Constantine, mais l'équipe a encore besoin de renfort, notamment au niveau de son secteur défensif», a déclaré le patron technique du club du sud-ouest du pays. La JSS attend donc avec impatience le mercato hivernal, dont l'ouverture est prévue pour le 15 décembre prochain, dans l'es-

poir de dénicher les «oiseaux rares» qui font défaut à une équipe qui trouve du mal à résister aux assauts offensifs de ses adversaires, notamment à l'extérieur. La lourde défaite concédée lors de la précédente journée sur le terrain du CSC (4-2) à cause notamment de flagrantes erreurs défensives, a conforté l'entraîneur Bouali dans sa conviction. Cet échec a même failli plonger l'équipe dans la crise, après que certains supporters aient perturbé la séance de la reprise en s'en prenant aux joueurs et en réclamant le départ de l'entraîneur. Mais la direction de la JSS, contrairement à ses habitudes, n'a pas cédé à la pression et a renouvelé sa confiance à Bouali qui a réussi à remobiliser ses protégés pour renouer vite avec le succès.

MC Alger

## Casoni reste confiant

Le coach du Mouloudia d'Alger, le Français Bernard Casoni, se montre confiant quant à l'avenir de son équipe pour les prochaines rencontres du championnat, notamment le derby algérois face à l'USM Alger qui est très important pour le Doyen.

Par Mahfoud M.

Le technicien français pense qu'il faut se concentrer davantage sur le sujet pour réussir cette sortie face au voisin usmiste qui souhaite aussi l'emporter afin de sortir de la crise après la défaite à domicile face au CSC. Casoni est, certes, déçu de la défaite lors du derby face au NAHD, survenue à la toute dernière minute après un but de Boulaouidat, mais il pense que son team peut sortir de l'ornière et se reprendre après cet incident de parcours. Il n'en veut pas à ses poulains, mais pense qu'ils devraient quand même se méfier à l'avenir et ne pas commettre des erreurs qui peuvent être fatales. Pour cela, il demande à tout le monde de se préparer comme il se doit pour le derby normalement prévu pour le 23 novembre prochain au stade du 5-Juillet. Casoni pense que les joueurs sont conscients de ce qui les attend et feront donc tout leur possible pour l'emporter. Les



PHOTO: D. R.

Vert et Rouge pensent qu'il faut se battre sérieusement pour prendre la meilleure place possible dans le championnat et pourquoi pas remporter le titre qui fuit le club depuis longtemps. L'essentiel pour le coach est de monter une équipe capable de bien gérer le championnat et de

terminer sur le podium, d'autant plus que les dirigeants ont mis le paquet pour aller loin et préparer les autres compétitions qui attendent l'équipe.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (11<sup>e</sup> journée)

## L'USMA écope de deux matchs à huis clos

L'USM Alger a écopé de deux matchs à huis clos pour «jets de projectiles ayant entraîné une blessure à un joueur du CSC» lors de sa rencontre face au CS Constantine (1-2) disputée samedi au stade Omar-Hamadi (Bologhine) pour le compte de la 11<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 Mobilis. L'USM Alger devra en outre s'acquitter d'une amende de 200 000 DA, indique la Ligue de football professionnel (LFP). Avec cette sanction infligée par la commission de discipline de la LNF réunie ce lundi, l'USM Alger jouera ses deux prochaines rencontres à domicile sans la présence du public à commencer par celle contre la JS Saoura, prévue jeudi pro-

chain à 17h00 au stade Omar-Hamadi pour le compte de la 12<sup>e</sup> journée. D'autre part, l'entraîneur adjoint de l'USM Alger, Mustapha Aksouh, est suspendu un match pour contestation de décision, plus une amende de 30 000 DA. L'USM Alger occupe actuellement la 11<sup>e</sup> position au classement de L1 avec 12 points et trois matchs en moins contre respectivement le MC Alger, l'US Biskra et l'ES Sétif. Par ailleurs, le joueur Aïb Mohamed de la DRB Tadjenanet est sanctionné de trois matchs de suspension ferme et 30 000 DA pour voie de faits lors de la rencontre contre l'USM El Harrach (1-1). De son côté, l'entraîneur des gardiens de but du MC Alger, Nouioua Tarik, est suspendu 1 mois plus

50 000 DA d'amende pour comportement anti-sportif lors de la défaite de son équipe face au NA Hussein-dey (1-0) en match de la 11<sup>e</sup> journée disputé au stade 20-Août (Alger). Le joueur de l'US Biskra, Benamara Youcef, exclut lors du match perdu contre Paradou (1-0), est suspendu jusqu'à son audition le lundi 20 novembre. L'entraîneur du CR Belouizdad, Todorov Ivika, a écopé pour sa part d'une mise en garde et 50 000 DA d'amende. Enfin, la JS Kabylie (récidive), DRB Tajenat, USM El Harrach, USM Blida et la JS Saoura ont écopé chacun d'une amende allant de 30 000 DA à 60 000 DA pour utilisation de fumigènes.

MC Oran

## Bouakkaz ne veut pas partir

L'entraîneur du MC Oran, Moaz Bouakkaz, sous pression avant la victoire de son équipe face à l'IO Médéa (2-0) samedi passé, a indiqué, lundi, qu'il comptait aller au bout de son contrat devant expirer à l'issue de la saison en cours, contrairement aux rumeurs colportées dans les milieux du club de Ligue 1 de football. «Comme nous ne gagnons plus à domicile depuis la première journée, certaines parties dans le club profitaient de chacun de nos faux pas à domicile pour colporter des rumeurs sur mon prétendu départ dès la fin de la phase aller», a déclaré le coach tunisien. «Il s'agit évidemment de rumeurs non fondées, visant à

nous déstabiliser. Certes, on trouvait de la peine à s'imposer à domicile, mais à aucun moment l'idée de quitter le club n'a effleuré mon esprit», a-t-il précisé. Le MCO a dû attendre la 11<sup>e</sup> journée pour renouer avec le succès dans son stade fétiche «Ahmed-Zabana» où il n'a plus gagné depuis la première journée contre l'USM Blida (3-0). Pis, l'équipe restait sur une défaite à domicile contre l'ES Sétif (2-1) pour le compte de la 9<sup>e</sup> journée, une nouvelle contre-performance ayant conforté les rumeurs au sujet d'un prétendu imminent départ de l'ex-entraîneur du RC Relizane. «Malgré nos contre-performances à domicile, j'étais satisfait du rendement de mes

joueurs qui progressent de match en match. Ils ont d'ailleurs été récompensés contre l'OM, une équipe qui sait bien négocier ses matchs en déplacement, en retrouvant notamment leur équilibre défensif et leur efficacité devant», s'est encore félicité Bouakkaz. C'est donc avec un moral gonflé à bloc que le MCO, une formation qui voyage bien, se rendra vendredi à Constantine pour défier le «Chabab» local, qui n'est autre que le leader du championnat, dans le cadre de la 12<sup>e</sup> journée. Les Oranais se sont hissés à la 3<sup>e</sup> place avec 17 points, distancés de 7 unités par leur prochain adversaire.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Cinéma

### Sofia Djama et Yasmine Chouikh en compétition à Dubaï

LES LONGS métrages algériens «Les bienheureux» de Sofia Djama et «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh devront prendre part à la compétition officielle du 14<sup>e</sup> Festival du film de Dubaï (Emirats arabes unis), prévu du 6 au 13 décembre, annoncent les organisateurs.

Ces fictions algériennes sont en compétition avec 13 autres œuvres cinématographiques de Tunisie, du Maroc, d'Égypte et des Emirats, entre autres.

Premier long métrage, «Les bienheureux» aborde en 102 mn le quotidien des jeunes en Algérie, après les années 1990, et son lot de monotonie et de frustrations.

Cette coproduction algéro-franco-belge a reçu le prix du

meilleur rôle féminin aux 74<sup>e</sup> Mostra de Venise. Pour sa part, Yasmine Chouikh, qui signe également son premier long métrage, propose un récit sur l'histoire d'un fossoyeur septuagénaire épris d'une femme qui, de son vivant, prépare sa propre tombe. Hors compétition, le festival prévoit une projection du film «En attendant les hirondelles», dernière réalisation de Karim Moussaoui, dans la section «Nuits arabes».

Fondé en 2004, le Festival du film de Dubaï vise à renforcer la dynamique et la culture cinématographique dans les pays arabes, et à offrir de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés aux cinéastes de ces pays.

Racim C.

## Prochainement à Sebdo

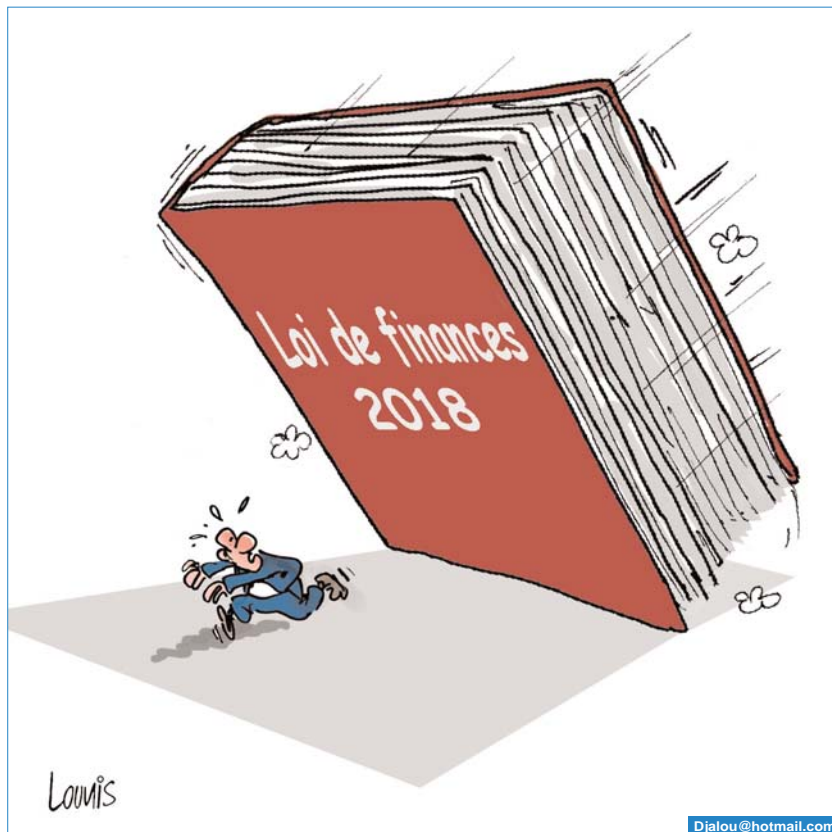
### Salon sur l'artisanat traditionnel et les métiers pour la femme rurale

UN SALON d'exposition-vente de produits d'artisanat traditionnel et des métiers pour la femme rurale sera organisé, du 26 novembre au 8 décembre, au Centre du savoir-faire local de Sebdo (33 km de Tlemcen), a-t-on appris hier du directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya. Tenue dans le cadre des festivités commémoratives de la journée nationale de l'artisan, cette manifestation sera dédiée entièrement à la femme rurale de cette commune chef-lieu de daïra, qui aura l'occasion de mettre en valeur ses produits et les écouler, a indiqué Khalid Tahraoui à l'APS, en marge d'une exposition artisanale et des métiers, abritée par la maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen. Cette occasion sera, également, mise à profit pour la relance du travail du tapis à travers l'organisation d'une session de formation de trois jours sur la teinture traditionnelle du tapis, ce qui permettra aux 20 participantes d'estampiller, à la classe A, leurs ouvrages auprès du centre de Tlemcen, a-t-il fait savoir, rappelant que le tapis doit être fabriqué à partir de laine naturelle et la teinture naturelle aussi. Relevant de la chambre de l'artisanat et des métiers de Tlemcen, le Centre du savoir-faire local de Sebdo est doté de laboratoires affectés par le ministère de tutelle, facilitant le déroulement de cette formation à laquelle participeront deux artisans de la wilaya de Naâma, a-t-on ajouté. Le volet de la formation est également pris en charge par la chambre qui organise régulièrement des sessions dans ce cadre pour accompa-

gner les artisans et améliorer la gestion de leurs micro-entreprises. Ainsi, une quinzaine d'artisans bénéficient, depuis dimanche dernier, d'une formation dite germe ou amélioration de la gestion de leurs entreprises de cinq jours sous la supervision de M<sup>me</sup> Chemidi Salima. Les artisans sont initiés aux notions de base de la gestion, des plans d'actions et de la comptabilité notamment, a-t-elle précisé, faisant savoir que ces formations qui touchent également le tri ou concrétisation de l'idée et la création de micro-entreprise, seront ponctuées par la formation IS ou présentation des produits artisanaux. Certifiée par le Bureau international du travail (BIT), cette formation aux notions de marketing concerne l'accompagnement des artisans dans l'exposition-vente de leurs produits, a-t-elle expliqué, rappelant que 30 professionnels ont déjà suivi cette session sanctionnée par des diplômes. Organisée depuis lundi en étroite collaboration avec la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, l'exposition-vente de la maison de la culture de Tlemcen regroupe une trentaine d'artisans, dont deux des wilayas de Tizi Ouzou et d'Oran. Elle met en relief une série d'œuvres et ouvrages de l'artisanat textile, cuir, céramique et mensoudj, entre autres.

Une rencontre de sensibilisation regroupera, à ce titre, aujourd'hui, les artisans et les représentants de la Casnos et des impôts, a indiqué le directeur de la chambre, rappelant que la wilaya dénombre 9 743 artisans au 31 octobre écoulé.

Fatiha B.



Djalou@hotmail.com

## Sciences médicales

### Le Collectif des résidents «disposé» à discuter avec la tutelle

■ Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA), en grève depuis lundi dans plusieurs structures hospitalières du pays, s'est dit «disposé» à discuter avec le ministère de la Santé pour trouver des solutions aux problèmes posés par le Collectif.

Par Slim Y.

«**N**ous ne demandons pas mieux que de discuter avec les représentants du ministère de la Santé et nous sommes disposés à dialoguer», a déclaré hier à l'APS le D<sup>r</sup> Mohamed Taïeb, membre du Collectif autonome des résidents du CHU Mustapha-Pacha.

Les médecins résidents ont entamé ce mouvement de protestation de deux jours pour faire valoir leurs revendications concernant notamment «l'abrogation du service civil dans sa forme actuelle».

Selon le représentant du Collectif, cette mesure «a montré ses limites», ce qui nécessite l'intervention de la tutelle pour assurer un «environnement adéquat» aux praticiens dans l'exercice de leur mission. Les grévistes exigent également «la révision du statut général du résident et l'amélioration de ses conditions de travail». Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait

indiqué, dans un communiqué, que «les portes du dialogue sont ouvertes» et que les représentants dûment mandatés des résidents seront reçus par le

ministre pour «débatte de toutes les questions relevant des prérogatives du secteur de la santé».

S. Y./APS

## Terrorisme

### Un dangereux terroriste capturé à Adrar et reddition d'un autre à Jijel

UN DANGEREUX terroriste recherché a été capturé hier dans la localité de Timiaouine (Bordj Badji Mokhtar dans la wilaya d'Adrar) par un détachement de l'Armée nationale populaire, alors qu'un autre s'est rendu hier aux autorités militaires de la wilaya de Jijel, indique un communiqué du ministère de la Défense Nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts de nos Forces armées, un détachement de l'ANP a capturé, la matinée d'aujourd'hui 14 novembre 2017, dans la localité de Timiaouine à Bordj Badji Mokhtar, le dangereux terroriste recherché, T. Mohamed, alias Semsem Moussa. Le criminel avait rallié les groupes terroristes en 2012», précise le communiqué. Dans le même contexte, «le dangereux terroriste recherché dénommé Ch. Mouloud dit Abou Hats s'est rendu, hier 13 novembre 2017, aux autorités militaires de Jijel, en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et de trois chargeurs garnis. Ledit terroriste avait rallié les groupes terroristes en 1995», ajoute la même source. Ces opérations de qualité, rappelle le ministère, confirmeront la «détermination de l'ANP à traquer les criminels à travers tout le territoire national, et le degré de suivi et de vigilance afin de préserver la sécurité et la stabilité du pays».

Khellil H.

## Accidents de la circulation en une semaine

### 32 personnes décédées et 1 200 autres blessées

TRENTE-DEUX personnes sont décédées et 1 252 autres ont été blessées dans 969 accidents de la circulation survenus du 5 au 11 novembre au niveau national, indique hier le bilan de la Protection Civile. Selon le communiqué de la Protection civile, le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oum El Bouaghi avec 7 personnes décédées et 12 autres blessées, précise la même source. En outre, les secours de la

Protection civile ont effectué 916 interventions pour procéder à l'extinction de 595 incendies urbains, industriels et autres. Pas moins de 5 211 interventions ont été également effectuées, durant la même période, pour l'exécution de 4 560 opérations d'assistance à des personnes en danger et opérations diverses, ajoute le communiqué de la Protection Civile.

Safy T.